

FORUM SUR LES INITIATIVES DES FEMMES EN FAVEUR DES ENFANTS

[Ce document, ainsi que d'autres informations concernant la Session extraordinaire consacrée aux enfants, est disponible sur le site officiel:

<http://www.unicef.org/specialsession/french/>]

Le Forum des épouses de chefs d'État/de gouvernement sur les initiatives des femmes en faveur des enfants s'est tenu conjointement à la Session extraordinaire pour échanger les meilleures pratiques, citer des exemples d'initiatives et examiner les mesures prises par des épouses de chefs d'État et de gouvernement en faveur des enfants. Le Forum a exploré la possibilité d'initiatives supplémentaires dans le cadre du Mouvement mondial en faveur des enfants et du suivi de la Session extraordinaire. 50 épouses de chefs d'État/ de gouvernement, 23 représentants d'autres pays et neuf invités spéciaux du secteur privé, des médias/arts, du monde de la recherche et d'organisations non gouvernementales y ont participé.

Dans son discours d'ouverture, Mme Nane Annan a évoqué les femmes à la tête des efforts de protection des enfants qu'elle avait rencontrés dans de nombreux pays et à tous les échelons de la société. Elle a signalé que près des 95 millions de participants à la campagne *Dire oui pour les enfants* avaient voté pour les mesures suivantes, à adopter en priorité : Éduquer tous les enfant, Mettre fin à l'exploitation des enfants et au mal qui leur est fait, Lutter contre le VIH/SIDA, et N'exclure aucun enfant. La Directrice générale de l'UNICEF, Carol Bellamy, a rappelé que la campagne *Dire oui* avait été lancée il y a un peu plus d'un an dans le cadre d'une alliance visant à mobiliser toutes les forces de la société : un Mouvement mondial en faveur des enfants déterminé à bâtir un monde digne des enfants.

Trois jeunes – Laura Kerstin Hannant du Canada, Bogdan Alexandru Rosu de Roumanie et Mandisa Nakana d'Afrique du Sud – ont cité les questions principales sur lesquelles le Forum des enfants, qui s'était tenu plus tôt dans la semaine, souhaitait attirer l'attention des épouses de chefs d'État/de gouvernement. Ces questions étaient, entre autres :

- L'éducation et les investissements en faveur des fillettes ;
- L'exploitation et la maltraitance des enfants ;
- La démobilisation et la réinsertion des enfants soldats ; et
- Aider les familles frappées par le SIDA à obtenir des soins et à rester unies.

Dès l'ouverture du débat, Mme Sadako Ogata, qui animait la discussion, a énuméré les principaux problèmes des enfants et a demandé que les besoins et les droits des enfants réfugiés soient satisfaits en priorité dans le cadre de la campagne *Dire oui*.

Au cours d'un débat de trois heures animé par Mme Sadako Ogata et le Dr Nafis Sadik, les participants :

- Ont cité des exemples d'initiatives prises par les femmes en faveur des enfants à différents niveaux ;
- Ont relaté leur expérience pour défendre la cause des enfants, notamment dans le cadre de la campagne *Dire oui* ;
- Ont identifié les facteurs favorables ou nuisibles aux progrès ;
- Ont identifié les leçons qui pourraient être appliquées pour accélérer les progrès à l'avenir ; et
- Ont offert des suggestions pour élargir et soutenir le Mouvement mondial en faveur des enfants.

Le Forum a pris acte des progrès considérables accomplis en matière de protection et de défense des droits des enfants au cours des 12 dernières années. Ces progrès ont été dus en grande partie aux partenariats et aux alliances forgés entre différents acteurs, y compris des gouvernements, la société civile et les communautés, et aux initiatives des femmes. Néanmoins, certains programmes n'ont pas été réalisés et offrent une occasion historique de transformer le monde pour et avec les enfants. Les participants, qui ont l'influence nécessaire pour demander à chacun, où qu'il soit, de faire tout son possible pour et avec les enfants, représentent une force majeure pour soutenir le Mouvement mondial en faveur des enfants.

♦ **Lutter contre le VIH/SIDA**

Les statistiques sur l'épidémie de VIH/SIDA sont alarmantes : on compte à l'heure actuelle plus de 13 millions d'orphelins du SIDA, près de 600 000 bébés sont infectés chaque année par leur mère, et des millions de jeunes atteints de la maladie sont sujets à l'opprobre sans avoir accès à des conseils, à des soins et à un soutien adéquat. L'impact de cette pandémie sur les enfants et leurs familles préoccupe fortement les épouses de chefs d'État/de gouvernement. Des efforts accrus doivent être faits pour prévenir la transmission de la mère à l'enfant, pour proposer des activités pédagogiques aux jeunes et pour s'occuper des enfants orphelins ou rendus vulnérables par le SIDA.

Mme Janet Museveni d'Ouganda a évoqué le recul spectaculaire du nombre de nouveaux cas de VIH/SIDA enregistrés dans son pays, qui est passé de 31 pour cent en 1992 à 6 pour cent aujourd'hui – et ce taux continue de baisser. « La leçon que nous avons tirée de cette expérience est que nous devons travailler avec et par l'intermédiaire des communautés, quelque pauvres qu'elles puissent être ». Mme Beverley Arthur de la Barbade a observé que la prise d'initiatives au plus haut niveau et les stratégies multisectorielles peuvent être efficaces. « Le VIH/SIDA n'est pas seulement un problème de santé », a-t-elle déclaré. À la Barbade, des mesures plus générales ont été prises par plusieurs ministères clés, notamment ceux de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, du Changement social, du Tourisme, du Travail et de l'Intérieur. Mme Marguerite Kérékou a indiqué les trois domaines dans lesquels elle luttait contre le VIH/SIDA au Bénin.

Mme Simone Ehivet Gbagbo de Côte d'Ivoire a expliqué qu'une campagne anti-SIDA lancée récemment dans son pays avait permis de former des groupes centraux chargés de sensibiliser et d'éduquer la population dans les villages et les écoles. À ses yeux, il était impératif que les Premières dames se mobilisent pour freiner la progression du SIDA, et des mesures avaient déjà été prises pour faciliter leur coopération en Afrique. Mme Chantal Biya du Cameroun a précisé que les épouses de chefs d'État/de gouvernement africains, qui se sont réunies pour la première fois l'an dernier, sont à présent le moteur de l'« Initiative de synergie africaine contre le SIDA ». Elle a invité toutes les épouses de chefs d'État/de gouvernement à participer à la prochaine réunion de cette Initiative prévue pour le mois de novembre.

◆ **Éduquer tous les enfants**

Évoquant les mots prononcés par son mari au Forum mondial de l'éducation tenu au Sénégal, Mme Annan a soulevé la question de l'éducation des filles. « La clé des verrous qui empêchent les filles d'aller à l'école – la pauvreté, les inégalités et les conflits – est l'éducation de base pour tous ». En guise de réponse, Mme Chantal Compaoré du Burkina Faso a décrit les campagnes d'éducation des filles menées avec succès dans son pays, tandis que Mme Henriette Conté de Guinée signalait l'amélioration des taux de fréquentation scolaire, notamment chez les filles, due au programme d'éducation de la « deuxième chance » dans son pays.

Après que Mme Ogata eut rappelé que 120 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire, dont une majorité de filles, ne sont pas scolarisés, plusieurs épouses de chefs d'État/de gouvernement ont fait valoir les engagements pris par leurs pays pour respecter le droit de tous les enfants à l'éducation. Mme Antoinette Sassou Nguesso du Congo, par exemple, a parlé du « Train pour la paix et la solidarité », un projet qui rétablit l'éducation dans les régions touchées par le conflit armé dans son pays. Mme Virginia Gillum de Quirigua a indiqué qu'un programme de réforme de l'éducation mené en Bolivie avait fait reculer le taux d'abandon scolaire et de redoublement en améliorant la qualité des techniques d'enseignement, la participation des élèves et en offrant une éducation bilingue aux enfants autochtones.

Comme l'ont observé les participants au Forum des enfants, l'éducation doit aller au-delà d'un enseignement théorique et comporter des leçons sur la compréhension, les droits de l'homme, la paix et la citoyenneté active. Un exemple des méthodes utilisées à cette fin a été donné par Mme Mairam Akaeva du Kirghizistan, directrice de la Fondation Mairam, qui aide plus de 1000 écoles à promouvoir la tolérance et une culture de paix au Kirghizistan. Rappelant l'Initiative en faveur de la santé et de la vie familiale de la CARICOM, Mme Lisbeth Venetiaan du Suriname a fait valoir que « les enfants privés d'une alimentation de base ne peuvent pas participer comme il faudrait aux activités pédagogiques ».

◆ **Nous occuper de chaque enfant**

Plusieurs épouses de chefs d'État/de gouvernement ont souligné qu'il était important d'offrir des soins aux jeunes enfants et ont relaté les succès remportés dans leurs pays dans ce domaine. Mme Ruby Moscoso Young a parlé d'un projet d'éveil et d'amélioration de la nutrition des enfants de 0 à 5 ans mis en œuvre au Panama. Mme Maria José Ritta du Portugal a observé que « pour répondre aux besoins des enfants dans notre pays, nous devons intervenir systématiquement à un stade précoce, en renforçant les capacités des familles et en favorisant l'interaction au sein

du foyer ». De l'avis de la Première dame du Ghana, Mme Theresa Kufuor, « s'assurer que les enfants prennent un bon départ dans la vie est le meilleur investissement qu'un pays puisse faire. Un développement sain durant les premières années de la vie aidera l'enfant pendant toute sa vie ». Expliquant que les parents doivent être soutenus pour donner des soins adéquats à leurs enfants, Mme Barbara Mogae du Botswana a observé : « Nous ne semblons pas avoir les méthodes pour élever nos enfants comme nous avons été élevés ».

◆ **Mettre fin à l'exploitation des enfants et au mal qui leur est fait**

Les épouses de chefs d'État/de gouvernement ont cité nombre de mesures adoptées pour protéger les enfants de l'exploitation et du mal qui leur est fait. Entre 50 et 60 millions de jeunes se livrent actuellement à des formes de travail intolérables et un million d'autres sont victimes de l'exploitation sexuelle ou de la traite. Mme María Isabel Baquerizo de Noboa de l'Équateur a mentionné les mesures prises par le Comité national pour l'éradication du travail des enfants de son pays, et Mme Rosa Gómez de Mejía de la République dominicaine a parlé de la prévention de la maltraitance et de la défense des droits des enfants en conflit avec la loi. Plusieurs épouses de chefs d'État/de gouvernement ont cité la promulgation ou la réforme de diverses lois, ainsi que la création d'entités chargées de protéger les droits des enfants. Ce sont, par exemple, le « Code pour les enfants » de la République centrafricaine mentionné par Mme Germaine Ziguele, et le Sous-comité sur les droits des enfants de la Commission permanente des droits de l'homme, cité par Mme Maureen Mwanawasa.

◆ **Protéger les enfants de la guerre**

Plus de 300 000 enfants participent à des conflits armés dans le monde. Au cours des vingt dernières années, 2 millions d'enfants ont été tués et 6 millions d'autres blessés pendant un conflit. Mme Azra Belki de Bosnie-Herzégovine a déclaré que les cimetières d'enfants dans son pays attestent du nombre de jeunes qui ne sont jamais revenus de la guerre. S.A. Shaikha Sabika Bint Ibrahim Al-Khalifa du Bahreïn a appelé l'attention sur les enfants victimes des conflits actuels, imitée en cela par Mme Vilma Espín Guillois, représentant Cuba. Le Dr Arzu Rana Deuba du Népal a brossé un tableau des difficultés causées par le terrorisme et la guerre dans son pays, qui font obstacle aux initiatives en faveur des enfants et engendrent chez eux un sentiment de désespoir. Elle a prié les Nations Unies de mettre en œuvre des programmes spéciaux en faveur des enfants après un conflit. Mme Ogata a imploré : « Tenez compte des 7,7 millions d'enfants réfugiés dans la campagne *Dire oui* ».

Plus de 10 000 enfants sont tués ou blessés par des mines terrestres chaque année. Mme Carolina Maduro de Villeda du Honduras a évoqué le succès d'une opération de déminage entreprise à la frontière de son pays et du Nicaragua. Mme Diana Plestina a décrit, parmi les atrocités de la guerre récente, la terreur constante des mines qui règne en Croatie. Elle a parlé du soutien que reçoivent les enfants victimes des mines pour surmonter leurs traumatismes physiques et psychologiques dans un centre régional ouvert à cet effet, et a recommandé la création de centres semblables dans tous les continents.

◆ **Écouter les enfants**

La nécessité d'écouter les enfants et de tenir compte de leurs opinions a ouvert de nouvelles perspectives de travail et requis de nouveaux engagements. Pour un grand nombre de participants, les Parlements d'enfants sont l'un des moyens qui permettent aux enfants d'exprimer leurs opinions. Mme Elizabete Yalá de Guinée-Bissau s'est félicitée du succès du Parlement d'enfants établi dans son pays. Mme Azra Belki de Bosnie-Herzégovine a proposé la création de structures régionales et nationales où l'opinion des enfants pourrait être entendue publiquement.

◆ **Investir pour nos enfants**

Les enfants doivent être au cœur des efforts nationaux et internationaux et méritent qu'on investisse pour eux toutes les ressources nécessaires. Les stratégies de réduction de la pauvreté doivent être reformulées de telle sorte à donner la priorité aux jeunes. Le financement de tels investissements, à tous les niveaux, a été l'une des questions soulevées à plusieurs reprises au Forum. Des appels ont été lancés pour obtenir les ressources supplémentaires qui seront nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

Le fardeau de la dette fait obstacle au financement des services pour les enfants. La Première dame de Bolivie a expliqué que l'allègement de la dette avait permis de financer des programmes sociaux dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Pour la reine Sofia d'Espagne, des programmes adéquats de micro crédit peuvent être un moyen efficace d'améliorer les conditions de vie des enfants. Elle a aussi exhorté les pays développés à assumer leurs responsabilités envers les enfants en ratifiant tous les traités pertinents, en sensibilisant leur opinion nationale, et en maintenant ou en augmentant l'aide financière aux pays moins privilégiés en faveur du bien être des nourrissons, de la formation et du développement.

Nombre d'épouses de chefs d'État/de gouvernement ont évoqué le travail des organisations ou des fondations au profit de l'enfance qu'elles ont contribué à mettre sur pied. Par exemple, Mme Jolanta Kwasniewska de Pologne a parlé du « Projet passerelle arc-en-ciel » qui promeut la paix et la compréhension chez les enfants et les jeunes. Mme Halimé Deby du Tchad a expliqué que la fondation qui porte son nom vient en aide aux orphelins. Le projet « Efforts des femmes pour sauver les orphelins » en Ouganda a été lancé par Mme Janet Museveni il y a plus de quinze ans. Mme Varshnie Jagdeo du Guyana a mentionné son « Fonds pour l'enfance » et la Princesse Mathilde de Belgique la fondation qu'elle a créée au profit des enfants vulnérables.

◆ **Initiatives des femmes**

Le leadership est essentiel pour convaincre un très grand nombre de partenaires d'exiger la prise de mesures et la transparence en faveur des enfants à tous les échelons de la société. La supposition de Mme Bellamy, à savoir que les épouses de chefs d'État/de gouvernement sont particulièrement bien placées pour prendre l'initiative au sein du Mouvement mondial en faveur des enfants, a été confirmée à maintes reprises durant le Forum. Mme Alshikna Fadya Saad Alabdulah Alsaban, représentant le Koweït, a déclaré qu'il fallait encore « engager de nombreux dialogues...[mais] nous ne devons pas attendre 10 ans pour nous réunir à nouveau ». Mme Sarojini Jugnauth de Maurice partageait cet avis, et a demandé à tous de « rester mobilisé pour défendre la cause des enfants ». Mme Martha Sahagún de Fox du Mexique a observé qu'en tant

qu'épouses de chefs d'État ou chargées de postes clés au gouvernement, les participants pouvaient prendre des initiatives qui auraient un impact positif sur la société. « Notre responsabilité est considérable. Notre travail et notre devoir consistent à donner des réponses concrètes qui apporteront un nouvel espoir et aboutiront à des solutions tangibles ». Elle a proposé que la XIe Conférence des épouses de chefs d'État/de gouvernement se réunisse en septembre pour examiner spécifiquement les questions de l'enfance et de la pauvreté.

Les initiatives des femmes à tous les niveaux ont été jugées essentielles, et de nombreux exemples d'expériences et de réussites en matière de développement humain ont été donnés durant le Forum. Comme l'a déclaré Mme Susanne Mubarak d'Égypte : « Sans les femmes... les objectifs que nous nous sommes fixés ne seront jamais atteints ». Plusieurs épouses de chefs d'État/de gouvernement ont préconisé le renforcement des organisations dirigées par des femmes qui œuvrent en faveur du changement social.

La nécessité irréfutable d'aborder la situation des femmes a été soulignée à maintes reprises pendant le Forum. Comme l'a dit M. Pentti Arajävi de Finlande, « le lien entre les droits des enfants et les droits des femmes doit occuper une place centrale dans tous nos programmes ». Mme Marisabel Rodríguez de Chávez du Venezuela a fait valoir qu'il était impératif d'améliorer la situation des femmes pour atteindre les objectifs en faveur des enfants. « Il n'est pas possible de changer le monde pour les enfants sans changer le monde pour les femmes ». S.A. Shaikha Sabika Bint Ibrahim Al-Khalifa a déclaré pour sa part : « Nos aspirations sont d'aller au-delà de ce qui a été accompli jusqu'ici ».

Le Dr Sadik a conclu le débat en disant : « Si nous pouvons garantir à tous les enfants, y compris les filles, un accès à l'éducation et aux soins de santé, et si nous pouvons les protéger de l'exploitation, des sévices et de la guerre, nous encouragerons la prise d'initiatives chez les femmes de demain, ce qui garantira le bien-être des enfants et la transformation du monde ».